

Opinions

Investissons dans l'avenir pour ne plus avoir à le subir



NAÏM ABOU-JAOUDE

CEO de Candriam

Trois milliards d'humains confinés, pris au piège de l'intimité forcée. Une économie mise en sommeil, et un système d'échanges mondial remis en question. Des marchés financiers erratiques, qui ne savent plus donner de valeur aux choses.

Nous vivons un de ces moments si absurde et tragiques et déraisonnables que nul – hormis quelques Cassandre qui auraient mérité d'être entendues – n'aurait pu s'imaginer vivre un tel scénario.

Les avertissements et les signes avant-coureurs des crises globales qui seront désormais notre lot quotidien ne manquaient pourtant guère: écarts de richesse abyssaux constatés dans les pays les plus... riches (!), régression du progrès social pour une fraction toujours plus large de la population de l'Occident «développé», montée des populismes partout sur la planète, massacre organisé et marchandisé de la biodiversité, effets chaque jour plus visibles du réchauffement climatique... Tous ces signaux, par naïveté ou aveuglement collectif, nous avons préféré les ignorer.

En quelques semaines seulement, un changement fondamental s'est produit: nos dirigeants, qui hier brandissaient la mondialisation pour expliquer leur impuissance à agir sur les règles du jeu économique globalisé, ont soudainement retrouvé des marges d'action. L'urgence de la crise les a brutalement réveillés: après des années de laisser-faire, les Etats redécouvrent qu'ils peuvent tenter de sauver des secteurs entiers de la faillite ou protéger des millions d'emplois.

Les gouvernements européens se sont tout aussi vite affranchis du carcan budgétaire dans lequel ils s'étaient enfermés et ont accepté de prendre à leur charge les pertes économiques liées à la crise sanitaire, «quoi qu'il en coûte».

Une impression de gâchis immense...

L'ensemble des pays développés vient de mettre sur la table plus de 3.500 milliards de dollars: le geste est fort, face à une crise d'une ampleur sans égal où des centaines de milliers de vies humaines sont en jeu. Reste une impression de gâchis immense, et – il faut l'espérer – une leçon pour demain.

N'aurait-il pas mieux valu en effet investir un peu de cette somme chaque année dans nos systèmes de santé pour parer à une telle éventualité? Que se passera-t-il une fois la crise sanitaire derrière nous? Que restera-t-il de ce moment? L'Europe répétera-t-elle les mêmes erreurs qu'en 2012, lorsqu'elle avait préféré courir derrière l'équilibre budgétaire plutôt qu'investir pour préparer l'avenir? Karl Popper disait justement que «le progrès n'a aucun caractère inéluctable, rien ne garantit des lendemains meilleurs».

Si les Etats ne font pas d'effort pour entretenir leur capital social, si nos gouvernements n'ont pas un projet de société à offrir, les discours populistes se trouveront légitimés et les démocraties «illibérales» renforcées. Après deux décennies de libéralisme triomphant, il nous faut urgemment penser «après» pour éviter que nos démocraties fatiguées laissent peu à peu place au communautarisme et au nationalisme.

De ce retour nécessaire de la social-démocratie, il ne faudrait toutefois pas tirer les mauvaises leçons. Le problème n'est pas de choisir entre globalisation et repli identitaire; il ne faut ignorer ni la diversité des pays ni leur interdépendance croissante

Si les Etats ne font pas d'effort pour entretenir leur capital social, si nos gouvernements n'ont pas un projet de société à offrir, les discours populistes se trouveront légitimés et les démocraties «illibérales» renforcées.

face aux périls écologiques et sociaux qui nous affectent collectivement. Dans un monde qui se réchauffe, le visage des futures épidémies risque d'ailleurs d'être beaucoup plus terrifiant que celui du Covid-19.

Il nous faut rapidement repenser nos systèmes économiques – en premier lieu la production – pour y placer la durabilité en plein cœur. Mieux allouer le capital pour qu'il aille non pas là où l'espérance d'un profit à court terme l'aspire, mais là où il ne va pas naturellement, en particulier dans les biens publics (climat, santé, éducation...). L'échec de la COP25 laisse penser que le chemin sera long.

Projet d'investissement ambitieux
L'Europe peut montrer la voie. Bien sûr, nos Etats sont déjà endettés. Mais la zone euro ne manque pas d'épargne; au contraire, elle en a trop! Financer collectivement un programme d'investissement public ambitieux permettrait à notre croissance de retrouver un peu d'élan après la pandémie. Cela permettrait surtout une meilleure allocation du capital, vers des projets visant à préparer l'avenir, en particulier la transition écologique qui – nous le voyons bien aujourd'hui – ne saurait attendre.

Investissons dans l'avenir pour ne plus avoir à le subir! Parce que l'ennemi est commun à l'humanité, et parce qu'il n'épargne personne, jamais l'espoir d'un changement véritable n'a été aussi palpable. Les esprits, même les plus sceptiques, seront bientôt prêts au changement. L'action politique va s'ajuster à l'exigence citoyenne du «plus jamais ça». Quant aux outils, ils existent: le capitalisme peut, sans rien perdre de la force par laquelle il a tiré des peuples entiers de la misère, être l'instrument de cette transformation.

Il faudra toutefois que les gouvernements élargissent son champ de vision, en redéfinissant l'objectif de croissance pour que celui-ci ne s'attache plus seulement au «plus», mais au «mieux»: depuis plusieurs décennies, le PIB progresse nettement plus rapidement que tous les indicateurs qui tentent de mesurer le «bien-être», et qui intègrent notamment l'accès à la santé ou à l'éducation, le lien social, la sécurité...

Il faudra aussi ajouter une dimension essentielle: celle de la répartition de ce bien-être. Pour un futur durable, ces notions devront constituer le cœur du capitalisme de demain. L'avenir de l'Europe et de nos démocraties en dépend.



L'urgence de la crise a brutalement réveillé nos dirigeants (ici, Emmanuel Macron, Angela Merkel et Donald Trump): après des années de laisser-faire, les Etats redécouvrent qu'ils peuvent tenter de sauver des secteurs entiers de la faillite ou protéger des millions d'emplois. © AFP

L'heure de la démondialisation a-t-elle sonné?



XAVIER DUPRET

Economiste à la Fondation Jacquemotte

Depuis que la crise du coronavirus a éclaté, les têtes de proue de la planète «alter» interpellent et pétitionnent à tout rompre. Le monde (air connu) va changer de base. L'heure serait, paraît-il, à un retrait de la mondialisation.

Et sur fond d'interrogations plus ou moins heureuses au sujet de la croissance, la nécessité d'un retour au local est proclamée urbi et orbi. À la base de cette prise de conscience, nos amis «alters» évoquent un éclatement excessif des chaînes de valeur et

des lignes de production. La pandémie de coronavirus serait là pour en attester.

Les grands récits ne s'embarassent guère de nuances au risque parfois de sombrer dans l'incohérence. Il est, par exemple, loisible à tout un chacun de dénoncer l'emprise, au demeurant, bien réelle, des Gafa sur nos existences. Cependant, se cantonner au seul registre de la protestation s'avère fort léger. En effet, pour damer le pion aux géants de la Silicon Valley, il faudra bien miser sur l'émergence de champions européens qui devront forcément agir en global players.

De même, on peut gager que les habitudes prises à l'occasion du confinement ne disparaîtront pas toutes comme par enchantement. Aussi, est-il probable que le télétravail se généralise à l'avenir. Ce mode d'engagement professionnel sera d'ailleurs favorisé par les impressionnants taux de sous-emploi des économies européennes. La peur de perdre son job incitera, en effet, chaque employé à porter davantage encore les missions de son organisation, y compris à la maison. Le coltan et le tantale des mines du Congo RDC seront donc, n'en déplaise aux tenants de la primauté du local, de la

On peut gager que les habitudes prises à l'occasion du confinement ne disparaîtront pas toutes comme par enchantement.

plus grande utilité pour les projets d'émancipation à l'égard de la discipline de bureau, projets que chérissent, par ailleurs, les «alters».

Trop d'œufs dans le panier chinois

De surcroît, le coronavirus s'est diffusé à partir de la Chine en raison de la position centrale de ce pays dans les échanges internationaux. Si la propagation du SRAS en 2002 a été rapidement maîtrisée, c'est parce que la place de la Chine au sein de l'économie mondiale était alors plus limitée. Au passage, on notera que le problème révélé par le Covid-19 se rapporte davantage à un excès de centralisation des chaînes de valeur plutôt qu'à leur éclatement. Les économies occidentales ont placé trop d'œufs dans le panier chinois.

Rien n'empêchera donc demain que des groupes maintiennent en Chine une partie des lignes de production tout en veillant à renforcer leur présence dans d'autres pays émergents, en particulier le Sud-est asiatique. L'organisation regroupant les nations de la région, l'Asean, n'a rien d'un nain à l'échelle internationale. Elle réunit,

en effet, 10 Etats et 620 millions d'habitants. La Thaïlande est le 13e plus grand exportateur de pièces automobiles et le 6e plus grand producteur de véhicules au monde. De leur côté, de grandes enseignes du textile misent de plus en plus sur le Vietnam qui a récemment conclu un traité de libre-échange avec l'Union européenne.

La chose ne devrait logiquement pas trop effrayer les «alters». En effet, la société vietnamienne, 30 ans après l'ouverture du pays aux investisseurs étrangers, reste très égalitaire pour une économie émergente intégrée dans les grandes chaînes de valeur mondiales. La pensée économique, depuis Simon Kuznets (1901-1985), estime que le processus de développement économique se traduit initialement par une montée des inégalités. On ne vérifie pas cette hypothèse pour le Vietnam où le coefficient de Gini était, en 2016, égal à 0,353, soit un niveau légèrement inférieur à celui de 1992. En revanche, l'indice de Gini en Chine est systématiquement supérieur à 0,45 depuis le début des années 2000.

Bref, le monde restera notre horizon demain et il sera toujours trop complexe pour les hommes d'un seul livre...